



HAL
open science

Vers une “ droitisation ” de la société française ? Introduction

Lise Bernard, Tom Chevalier

► **To cite this version:**

Lise Bernard, Tom Chevalier. Vers une “ droitisation ” de la société française? Introduction. Sociologie, 2023, 14, pp.89-93. hal-04244616

HAL Id: hal-04244616

<https://univ-rennes.hal.science/hal-04244616v1>

Submitted on 10 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vers une « droitisation » de la société française ?

Introduction

Lise Bernard et Tom Chevalier

Éléments factuels sur la « droitisation »

La société française s'est-elle « droitisée » ? Cette question est, depuis plusieurs années, au cœur du débat public. L'évolution des votes laisse penser que la France a connu une forme de « droitisation ».

Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, la part des votes cumulés à gauche fut inférieure à celle des votes cumulés à droite¹ : la première s'est élevée à 32 % des votes exprimés et la seconde à 37 %. Si cette part des votes cumulés à gauche fut supérieure à celle du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (27.7 %), elle fut moins élevée qu'en 2012 (près de 44 %) et 2007 (36.4 %). Si bien que, pour la deuxième fois consécutive, la gauche fut absente au second tour. L'extrême-droite (ou la « droite radicale », voir infra), quant à elle, n'a jamais obtenu autant de voix que lors de la dernière élection présidentielle : elle a atteint plus de 30 %² des votes exprimés au premier tour (23.1 % pour Marine Le Pen et 7.1 % pour Éric Zemmour) et 41.4% au second. Par comparaison, elle avait atteint respectivement 21.3 %, 17.9 % et 10.4 % aux premiers tours des élections présidentielles de 2017, 2012 et 2007³. De plus, aux élections législatives de 2022, même si la gauche, réunie sous la NUPES, a obtenu 151 députés, le Rassemblement National (ex FN) en a obtenu 89 (contre 8 en 2017 pour le FN) et la coalition présidentielle, autour d'Emmanuel Macron, est la mieux représentée. Par ailleurs, alors que, dans les années 1970, la plupart des grandes villes étaient à gauche, 61 % des villes de plus de 20 000 habitants sont aujourd'hui à droite. Il en est de même de plus des deux tiers des départements, et de 7 des 13 régions métropolitaines, alors que la gauche en avait remporté

¹ Sans intégrer dans ces derniers les votes en faveur d'Emmanuel Macron.

² 32.3 % si on y intègre les votes en faveur de Nicolas Dupont-Aignan.

³ Ou respectivement 26 %, 19.7 % et 12.7 % si on y intègre les votes en faveur de Nicolas Dupont-Aignan (en 2017 et 2012) et de Philippe de Villiers (en 2007).

20 sur 22 en 2004 et 21 sur 22 en 2010. L'évolution des votes en France suggère ainsi que l'électorat s'est « droitisé », tout comme de nombreuses élections à travers le monde peuvent le laisser penser – de l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis en 2016 à celle de Giorgia Meloni en Italie en 2022, en passant par le Brexit de 2016 ou l'élection de Jair Bolsonaro au Brésil en 2019.

Trois approches pour analyser les tendances politiques

Si la thèse de la « droitisation » provient moins du champ académique que du champ politico-médiatique, de nombreuses recherches ont néanmoins pu analyser les tendances politiques à l'œuvre, non seulement en France mais aussi en perspective comparée. Trois types d'approche peuvent être identifiés.

Une première approche s'est focalisée sur l'évolution de la demande politique pour elle-même, c'est-à-dire des opinions, valeurs et préférences des citoyen·nes. Dans cette perspective, ce sont les grandes bases de données longitudinales et comparées qui sont le plus souvent mobilisées, comme la *World Value Survey*, la *European Value Study* ou l'*International Social Survey Programme* (ISSP). Les travaux de Ronald Inglehart par exemple illustrent ce type d'approche, en cherchant à cartographier l'évolution de long terme des valeurs, dans le sens d'un déclin des valeurs « matérialistes » couplé à l'essor des valeurs « post-matérialistes » (Inglehart, 1977). En France, les chercheur·es ont notamment utilisé le volet français de l'ISSP pour apprécier ces évolutions normatives à l'aune du renouvellement générationnel (Galland et Roudet, 2005, 2012 ; Lardeux et Tiberj, 2021). Mais, si l'on considère par exemple les attentes des citoyen·nes envers l'État-providence, qui constituent le cœur du vote de gauche, on constate que l'attachement des Européen·nes à son égard reste très élevé, et a même augmenté depuis les années 1990, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les préférences pour le libéralisme économique seraient désormais hégémoniques (Gonthier, 2017).

Une deuxième approche s'est davantage penchée sur la connexion entre les valeurs et le vote des individus, autrement dit sur la connexion électorale entre demande et offre politiques. Deux champs de littérature très différents se sont saisis de cet enjeu.

Dans les travaux du premier champ, le point de départ structurant les questions de recherche reste le vote, et notamment le vote pour les nouveaux partis politiques, comme les

partis de « droite radicale ». C'est donc une forme de « droitisation », symbolisée par la montée en puissance de ces partis, parfois dénommés « populistes »⁴, qui est à l'origine des recherches. Il s'agit de travaux souvent comparés, mobilisant des méthodes quantitatives, qui sont plutôt le fait de politistes. Dans ces travaux d'inspiration « rokkanienne » (Lipset et Rokkan, 1967), il s'agit d'identifier l'apparition d'un nouveau clivage social, structurant le nouveau clivage politique à partir duquel naissent ces partis. Deux thèses s'affrontent alors pour expliquer cette tendance de long terme.

D'un côté, des chercheur·es avancent l'idée d'un nouveau clivage « culturel », opposant les tenants du « post-matérialisme » aux « conservateurs-populistes », comme dans les travaux de Ronald Inglehart et Pippa Norris (Norris, 2005 ; Norris et Inglehart, 2019), ou d'un clivage créé par la globalisation opposant identité et cosmopolitisme, analysé notamment dans les travaux de Hanspeter Kriesi (Kriesi et al., 2008), dont un des enjeux centraux serait l'immigration. Et c'est la raison pour laquelle la part des ouvriers et ouvrières (qui constituent historiquement le cœur de l'électorat des partis de gauche (Bartolini, 2000)) votant pour les partis de droite radicale, comme le Front national en France, augmenterait tendanciellement - bien qu'il s'agisse plutôt d'une radicalisation des ouvriers et des ouvrières qui en réalité se situaient déjà à droite (Crépon, Dézé et Mayer, 2015).

De l'autre côté, des recherches insistent davantage sur les transformations économiques liées à la globalisation et la tertiarisation des économies, qui peuvent désavantager une partie spécifique de la population qui ne se retrouve plus dans les partis de gauche. Certains travaux d'économistes (Gethin, Martinez-Toledano et Piketty, 2021 ; Piketty, 2019) ont souligné que les partis de centre-gauche sont devenus les partis des travailleur·es qualifié·es (diplômé·es du supérieur), pour qui la demande de redistribution est moins importante que pour les classes populaires, tandis que celles-ci s'en détourneraient pour les partis de droite radicale, attirées par leurs positions conservatrices en matière culturelle, notamment à propos de l'immigration. D'autres travaux ont également montré que le clivage gauche-droite en matière économique reste fondamental puisqu'en ce qui concerne les partis de centre-droit et de centre-gauche, ce sont bien les préférences en matière de redistribution à l'égard des États-providence qui restent déterminantes (Abou-Chadi et Hix, 2021 ; Beramendi et al., 2015 ; Gingrich et Hausermann, 2015). Quoiqu'il en soit, ces recherches insistent moins sur une quelconque « droitisation » du

⁴ Pour une discussion critique de ce terme, voir notamment Collovald, 2004

système partisan que sur sa restructuration dans le sens d'une éventuelle « quadripartition » ou « tripartition » due à l'émergence de nouveaux enjeux comme l'immigration, l'écologie ou l'égalité femmes-hommes (Gougou et Persico, 2017 ; Martin, 2018).

Le deuxième champ de littérature investiguant le lien entre demande et offre politiques est plutôt le fait, en France, de sociologues mobilisant des méthodes qualitatives, notamment ethnographiques, et se penchant sur le rapport au politique des classes populaires. Contre l'idée selon laquelle celles-ci auraient, de manière uniforme, basculé vers la droite, ces travaux analysent la diversité de leurs attitudes politiques. Ils rappellent que l'abstention demeure le « premier 'vote' » (Lehingue, 2015) des catégories populaires et explorent les rapports ordinaires au politique de ces groupes qui se caractérisent souvent par une distance à la sphère politique au sens institutionnel. Adoptant une conception élargie du politique, ils éclairent les processus de formation des comportements politiques en analysant les conditions sociales et professionnelles au sein desquelles ils se forment (Pudal, 2011 ; Mauger et Pelletier, 2017), ainsi que les représentations et les visions du monde dans lesquelles ils s'inscrivent (Girard, 2017 ; Beaumont, Challier et Lejeune, 2018). Ces enquêtes de terrain mettent en évidence la pluralité des rapports au politique des classes populaires et aident en particulier à comprendre la diversité de leurs raisons de voter à droite et à l'extrême-droite.

Une troisième approche considère que l'offre politique, c'est-à-dire la structuration du système partisan par l'action des partis, de leurs militant·es et des entrepreneur·es politiques, conserve une certaine autonomie à l'égard des préférences individuelles des citoyen·nes, impliquant la possibilité d'un décalage entre offre et demande. Si, d'un point de vue global, les valeurs de tolérance du « post-matérialisme » ont tendance à se propager dans la population à la faveur du renouvellement générationnel – ce qui du point de vue national irait à l'encontre de l'idée de « droitisation » –, certaines franges spécifiques de la population peuvent néanmoins se « droitiser » dans le sens où les valeurs défendues deviennent de plus en plus conservatrices voire « populistes ». Des travaux ont pu montrer ce processus concernant notamment les élites et militant·es de partis de centre-droit se déportant sur leur droite jusqu'à une certaine porosité avec les partis de droite radicale : aux États-Unis, la radicalisation des Républicains amenant à puis renforcée par l'élection de Trump l'illustre bien (Levitsky et Ziblatt, 2018), tout comme la trajectoire de radicalisation idéologique de l'UMP puis de Les Républicains, analysée par Florence Haegel notamment (Haegel, 2012). Herbert Kitschelt a lui aussi insisté sur les logiques organisationnelles et idéologiques pour expliquer le succès des partis de droite radicale, au-delà des transformations économiques et sociales dans lesquelles ils s'inscrivent (Kitschelt, 1997).

De même, au-delà du champ partisan proprement dit, il a pu être souligné que le champ médiatique détient un rôle dans la hiérarchisation et le cadrage des enjeux, et leur déportation vers la droite. Frédérique Matonti (Matonti, 2021) a étudié comment ses transformations ont participé à donner la parole à un ensemble de nouveaux conservateurs, influençant tant sur le choix des sujets que sur la manière dont ils sont traités, dans le sens d'une certaine « droitisation ».

« Droitisation » : de quoi parle-t-on ?

Cette brève revue de littérature rappelle que les chercheur·es ont rarement raisonné explicitement en termes de « droitisation » puisque ce terme n'est que très peu mobilisé. Il faut donc le prendre avec précaution, d'autant plus que son sens peut varier d'une approche à l'autre. Très généralement, on peut considérer que ce terme renvoie à un « déplacement vers la droite politique ». Mais cette expression reste beaucoup trop floue et nécessite des précisions à l'égard de plusieurs enjeux.

Un premier enjeu renvoie à la définition que l'on donne de cette « droite » politique. Pendant la seconde partie du XX^e siècle, le clivage gauche-droite s'est surtout structuré en Europe autour de ce qui représente la « dimension économique » de la compétition partisane, à savoir l'opposition entre le libéralisme économique d'un côté (moins de régulation de la part de l'État pour favoriser les logiques de marché) et l'interventionnisme étatique de l'autre (pour plus d'État, d'impôt, de régulation). Pourtant, non seulement d'autres clivages ont existé depuis la naissance des démocraties modernes à la fin du XIX^e siècle, identifiés par les analyses pionnières de Lipset et Rokkan (1967)⁵, mais les recherches récentes présentées plus haut montrent bien dans quelle mesure il faut désormais raisonner, depuis la fin du XX^e siècle, avec « deux axes » (Tiberj, 2012) – un axe « économique » et un axe « culturel » - pour comprendre

⁵ Pour Lipset et Rokkan, les systèmes partisans proviennent de la structuration de clivages sociaux apparus à la fin du XIX^e siècle du fait de deux « révolutions ». La « révolution industrielle » a débouché sur deux clivages : le clivage travail/capital, duquel naissent notamment les partis sociaux-démocrates, et le clivage urbain/rural, participant de la naissance dans certains pays de partis agraires. La « révolution nationale », c'est-à-dire le mouvement de constitution des États-nations, s'est traduit par deux clivages également : le clivage État/Église (illustré par les partis Chrétiens-Démocrates par exemple) et le clivage centre/périphérie (pour les partis régionalistes).

le système partisan. Dès lors, la droite – et donc la « droitisation » - devient polymorphe puisque son contenu dépend du clivage considéré.

Un deuxième enjeu renvoie au fait que le terme de « droitisation » implique une perspective dynamique, l'analyse d'une évolution dans le temps d'un point A à un point B. Quand on parle de « droitisation », on pense souvent à une évolution de la gauche vers la droite. Or, les points de départ et d'arrivée peuvent fortement varier. Ainsi, lorsque le point de départ est du côté de la gauche radicale et le point d'arrivée au centre-gauche, s'agit-il de la même « droitisation » que pour un point de départ au centre-droit et un point d'arrivée du côté de la droite radicale ? Plutôt que de parler d'une seule tendance à la « droitisation », on gagnerait souvent à prendre en compte les multiples formes que celle-ci peut prendre.

Un troisième enjeu concerne l'objet de cette « droitisation ». Comme la revue de la littérature l'a mis en évidence, il peut s'agir d'une « droitisation » de la demande politique, c'est-à-dire des valeurs des citoyen·es dans leur ensemble, ou bien de l'offre politique, qu'elle soit considérée au niveau micro des militant·es ou des élites politiques, ou bien au niveau macro du système partisan ou du champ médiatique dans leur ensemble. Et comme les textes de ce débat le montrent, les logiques de « droitisation » peuvent être différentes, voire même opposées, selon l'objet considéré.

Trois articles complémentaires

Dans le premier article, Frédérique Matonti montre que les bouleversements qui ont affecté la place des intellectuel·les et des universitaires ont contribué à une « droitisation » des débats publics. Elle souligne que, pendant l'Affaire Dreyfus, s'inaugurent des rapports au politique qui sont au cœur de la manière dont se définit l'engagement des intellectuels et que se développent des argumentaires s'opposant à ces engagements. Elle se penche ensuite sur des transformations récentes du champ académique et met en évidence qu'elles ont favorisé une « hégémonie de l'idéologie réactionnaire » dans l'espace médiatique. Elle souligne notamment que les années 2000 ont été marquées par des changements importants (loi LRU, essor de financements sur projets, poids croissant de l'exercice de responsabilités dans le recrutement et l'avancement dans la carrière des chercheur·es et enseignant·es-chercheur·es...) et que les

travaux académiques ont perdu en visibilité dans l'espace public. On assisterait donc bien à une certaine « droitisation » de l'espace médiatique.

Les deux articles suivants interrogent cette tendance en appelant à changer de perspective et à regarder vers le « bas », du côté des citoyens et citoyennes. Ils invitent alors à un usage prudent de la notion de « droitisation » en soulignant certaines de ses limites, permettant d'apprécier des logiques opposées entre offre politique et demande politique.

Dans le deuxième article du dossier, Raphaël Challier soutient que, si la notion de « droitisation » est utile pour penser les évolutions du champ politique, elle est nettement moins opérante pour étudier des groupes éloignés de ce champ et de ses enjeux, comme les classes populaires « de droite ». À partir d'une enquête ethnographique dans un bourg rural et populaire où les scores de l'extrême-droite sont nettement plus élevés que la moyenne nationale, il analyse la variété des parcours et des représentations de militant·e·s FN. Son enquête met en évidence que la notion de « droitisation » dissimule, chez les militant·e·s FN, des trajectoires d'engagement plurielles. Elle montre aussi que les représentations associées à la droite et à la gauche varient selon les milieux sociaux et que, plus qu'une idéologie de droite, les classes populaires expriment souvent avant tout une distance aux décideurs politiques.

Le dernier article du dossier, écrit par Vincent Tiberj, attire l'attention sur le fait que les votes ne reflètent pas nécessairement les valeurs des électrices et des électeurs et que, si la gauche est minoritaire dans les votes, ce n'est pas le cas des valeurs de gauche parmi les citoyen·nes. À partir de données statistiques longitudinales, Vincent Tiberj montre notamment que la tolérance et l'acceptation des minorités ont progressé depuis les années 1970-80 et que, même si elles fluctuent, les demandes de redistribution restent fortes. Il réfute ainsi la thèse d'une droitisation « par en bas » et met en évidence une disjonction entre l'électorat et l'offre politique. Analysant également comment les valeurs se sont traduites dans les votes lors de l'élection présidentielle de 2022, il insiste, pour comprendre ce hiatus, sur l'importance de la politisation des valeurs.

Références :

Abou-Chadi T., Hix S. (2021), « Brahmin Left versus Merchant Right? Education, class, multiparty competition, and redistribution in Western Europe », *British Journal of Sociology*, 72, 1, p. 79-92.

- Avdagic S. (2010), « When Are Concerted Reforms Feasible? Explaining the Emergence of Social Pacts in Western Europe », *Comparative Political Studies*, 43, 5, p. 628-657.
- Bartolini S. (2000), *The Political Mobilization of the European Left, 1860–1980: The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Beaumont A., Challier R. et Lejeune G. (dir.) (2018), « En bas à droite », *Politix*, vol.31, n°122.
- Beramendi P., Häusermann S., Kitschelt H., Kriesi H. (dir.) (2015), *The Politics of Advanced Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Collovald A. (2004), *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant.
- Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.) (2015), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Galland O., Roudet B. (dir.) (2005), *Les jeunes Européens et leurs valeurs*, Paris, La Découverte.
- Galland O., Roudet B. (dir.) (2012), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française.
- Gethin A., Martinez-Toledano C., Piketty T. (dir.) (2021), *Clivages politiques et inégalités sociales. Une étude de 50 démocraties (1948-2020)*, Paris, Le Seuil.
- Gingrich J., Häusermann S. (2015), « The decline of the working-class vote, the reconfiguration of the welfare support coalition and consequences for the welfare state », *Journal of European Social Policy*, 25, 1.
- Girard V. (2017), *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, éditions du Croquant, « Sociopo ».
- Gonthier F. (2017), *L'Etat providence face aux opinions publiques*, Rennes, PUG.
- Gougou F., Persico S. (2017), « A new party system in the making? The 2017 French presidential election », *French Politics*, 15, 3, p. 303-321.

Haegel F. (2012), *Les droites en fusion: Transformations de l'UMP*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

Inglehart R. (1977), *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, N.J., Princeton University Press.

Kitschelt H. (1997), *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Kriesi H., Grande E., Lachat R., Dolezal M., Bornschier S., Frey T. (2008), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.

Lardeux L., Tiberj V. (dir.) (2021), *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*, Paris, La Documentation Française.

Lehingue P. (2015), « Les classes populaires et la démocratie représentative en France : *exit, voice* ou *loyalty* ? », *Savoir/Agir*, 31(1), p.25-34.

Levitsky S., Ziblatt D. (2018), *How Democracies Die*, New York, Crown.

Lipset S.M., Rokkan S. (1967), *Party systems and voter alignments: cross-national perspectives*, Free Press.

Martin P. (2018), *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

Matonti F. (2021), *Comment sommes-nous devenus réacs ?*, Paris, Fayard.

Mauger G., Pelletier W.(dir.) (2017), *Les classes populaires et le FN. Explications de vote*, Vulaines sur Seine, éditions du Croquant, « Savoir/Agir ».

Norris P. (2005), *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge, Cambridge University Press.

Norris P., Inglehart R. (2019), *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, New York, NY, Cambridge University Press.

Piketty T. (2019), *Capital et idéologie*, Paris, Seuil.

Pudal R. (2011), « La politique à la caserne. Approche ethnographique des rapports à la politique en milieu pompier », *Revue française de science politique*, 61, 5, p.917-944

Tiberj V. (2012), « La politique des deux axes : Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62, 1, p. 71-106.